

N° : 2006-03-03  
Service : Finances

**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2006 : CONVENTION A CONCLURE AVEC L'AMICALE  
DU PERSONNEL COMMUNAL**

**- LE CONSEIL MUNICIPAL -**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2003-21 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations qui dispose en son article 10 que :

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu la convention ci-jointe,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Les organismes de droit privé ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives, une subvention supérieure à un montant fixé par décret, doivent déposer à la Préfecture du Département où se trouve leur siège social, leur budget, leurs comptes, les conventions prévues au présent article et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée a fixé à 23 000 € et 153 000 € les seuils déclenchant les obligations susvisées.

L'association constituée par:

- L'Amicale du Personnel Communal d'Oullins

sera bénéficiaire en 2006 d'une subvention communale supérieure à 23 000 €.

**- DELIBERE -**

**A L'UNANIMITE** des membres présents

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir entre la ville d'Oullins et l'association l'Amicale du Personnel selon le modèle ci-joint, étant entendu qu'elle précisera l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

**DONNE** tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

**POUR EXTRAIT CONFORME**  
**Le Maire,**

**François-Noël BUFFET**